

Compte-rendu du conseil d'administration du 14 mars 2019

Présents :

M. Ronan STEPHAN, directeur scientifique compagnie Plastic Omnium, président du conseil d'administration
M. Philippe PICHERY, président du Conseil départemental de l'Aube, 1^{er} vice-président du conseil d'administration
Mme Dominique GAITI, professeur des universités, 2nd vice-président du conseil d'administration
M. Jean-Michel CHAPUT, directeur adjoint des applications militaires au CEA
Mme Myriam COMTE, directrice de Polytech Sorbonne
M. Jean-Marie GELY, directeur qualité de Safran Aircraft Engines
Mme Sophie PROUST, directrice R&D groupe Atos
M. Youcef BOUZIDI, enseignant chercheur
M. Aurélien BRUYANT, enseignant chercheur
Mme Andréa-Cynthia DUHAMEL, maître de conférences
Mme Marie-Aleth DUMONT, ingénieur d'études
Mme Jenny DUTOIR, Biatss
M. Antoine GRALL, professeur des universités
M. Benoît PANICAUD, professeur des universités
M. Benjamin RUIZ, enseignant
Mme Nadège TROUSSIER, professeur des universités
M. Salomon MBAHE, étudiant
Mme Irma TAKAM MAKAMTE, étudiante

Pouvoirs :

Mme Catherine BACK donne pouvoir à M. Ronan STEPHAN
M. Olivier GARRIGUES donne pouvoir à M. Jean-Michel CHAPUT
Mme Isabelle HELLIOT COURONNE donne pouvoir à M. Jean-Marie GELY
Mme Véronique LEPERONT donne pouvoir à Mme Dominique GAITI
M. Marc SEBEYRAN donne pouvoir à Mme Isabelle HELLIOT COURONNE puis à M. Philippe PICHERY
M. Salomon MBAHE donne pouvoir à Mme Irma TAKAM MAKAMTE

Invités de droit :

Mme Delphine VIOT, représentante de Mme la Rectrice
M. Pierre KOCH, directeur de l'UTT, rapporteur
M. Jacques WACKEL, directeur général des services
Mme Caroline BOTTAZZINI, agent comptable et responsable du service facturier
M. Alain MILLEY, directeur adjoint à la formation et à la pédagogie
Mme Audrey LACOUR, responsable service pilotage et affaires financières
M. Thibault VIGIER, responsable des affaires juridiques de l'UTT
Mme Carole DE BONNEFOND, directrice du SCD

Invités :

Mme Florence PESTIE, Associé Secteur Public / Santé – PWC France
Mme Valérie THEVENIN, responsable centre de ressources informatiques de l'UTT
Mme Marion QUILLERY, responsable BAIP
M. Timothée TOURY, directeur de la formation et de la pédagogie
Mme Stéphanie RYCX, responsable vie du campus

Secrétariat de séance : M. Florian Le Maout, Prise de notes.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 13h35.

A l'ouverture de séance : **23 présents et représentés - 18 présents et 5 pouvoirs.**

0) Approbation du compte rendu du CA du 20 décembre 2018.

L'adoption du compte rendu du conseil d'administration du 20 décembre 2018 est reportée au CA du 20 juin 2019.

1) Actualités du directeur.

Pierre KOCH présente plusieurs points d'actualité, dont le premier concerne le dépôt du dossier d'université européenne qui a été opéré le 28 février dernier. A ce sujet, il souhaite faire un retour sur la manière dont le dossier a été constitué.

Timothée TOURY affirme que lors du dernier conseil d'administration, il a été proposé de déposer une réponse à l'appel d'offre sur l'université européenne. Le document présenté indique que le consortium final comporte 7 établissements : Université de Technologie de Troyes, la TU de Dublin, la TU de Riga, les Sciences Appliquées de Darmstadt, l'Université Polytechnique de Valencia, l'Université Polytechnique de Cluj, et la TU de Sofia en Bulgarie. Ces établissements ont des missions assez similaires aux nôtres.

Les orientations prises ont été poursuivies dans le sens des premières notes communiquées, à savoir une contribution via le prisme de la technologie au développement sociétal, économique, de la culture technologique, un rôle de conseil à divers niveaux, avec la volonté de développer une vision européenne de la technologie. Au-delà des 7 partenaires énumérés ci-dessus, une vingtaine d'autres partenaires associés sont présents. Ceux-ci comptent principalement des parties prenantes telles que les collectivités territoriales, CROUS, entreprises, le CEFI. La liste des work packages se trouve dans ce dossier, ils décrivent principalement les grandes actions mises en œuvre. Géographiquement, un équilibre commun avec les partenaires semblables a été mis en place en vue de couvrir les quatre sous-régions officielles déterminées par l'Union Européenne.

Le prisme de la technologie est plus sociétal et plus humain que le prisme habituel. Parmi les lots de tâches présents à l'intérieur du dossier, le premier lot porte sur le pilotage du projet d'un point de vue technique et stratégique porté par l'UTT. Le second lot porte sur une convergence et une harmonisation des parcours de formation à l'ingénierie des licences Bachelor, Master Ingénieurs et alternance en apprentissage. Le troisième lot de tâches porte sur les développements pédagogiques de manière générale incluant la didactique et la qualité. Le quatrième lot de tâches s'étend sur la recherche et la formation à la recherche, il faut entendre par là la mise en réseau des laboratoires ainsi que les formations M&D. Le cinquième lot de tâches s'articule sur le multilinguisme et l'interculturalité.

Le dossier comporte également des points, sur :

- L'intégration locale, l'inclusivité et l'insertion sociale ;
- Les relations avec la société civile de façon générale, sur les relations politiques, et sur l'approche de la technologie par l'usage.

Deux autres lots de tâches techniques sont également compris. Le premier concerne la mobilité inter-campus en vue de faciliter la mobilité à tout niveau pour les étudiants et le personnel universitaire, et le second concerne les aspects administratifs, logistiques et managériaux. Les derniers lots de tâches portent sur les relations extérieures, la globalité et la dissémination dont l'UTT a aussi la charge.

Concernant la présentation du mode de pilotage proposé par l'université européenne, il a été choisi de ne pas mettre de méthode en place. L'ensemble des directions de l'établissement proposent, organisent et discutent la stratégie générale et les directions prises sur l'ensemble des actions. Il n'est pas imposé de super structure, une phase expérimentale est adoptée ; l'objectif de l'appel à projet étant d'expérimenter la possibilité d'une trajectoire de convergence à l'échelle européenne.

Pierre KOCH précise que ce dossier a été difficile à mener faute de temps. Deux problématiques importantes n'apparaissent pas dans le dossier mais sont présentes dans différents working packages, à savoir la contribution de ces nouveaux objets à la construction européenne, et la contribution au développement des territoires. En effet, les territoires des universités des sept partenaires cités plus haut vont bénéficier d'un ensemble d'opportunités en vue d'une meilleure coopération mutuelle. Certains territoires sont d'ailleurs plus industrialisés que d'autres, ce qui dénote un mélange de différentes situations socio-économiques qui devrait profiter à l'ensemble des territoires. Il faut également souligner qu'il y a eu peu de constructions sur l'Europe par rapport aux constructions sur l'Afrique et l'Asie. Y remédier serait une manière de positionner l'UTT dans son grand ensemble et de la sortir de son isolement.

Jean-Michel CHAPUT demande pourquoi il n'y a pas de pays scandinaves.

Timothée TOURY explique que les pays scandinaves sont plus difficiles à approcher. L'UTT a essayé d'être équilibré par rapport à la représentation des populations à l'échelle européenne, mais le découpage officiel européen nord-sud-est-ouest n'offrirait accès qu'à un seul établissement dans la zone scandinave, sachant que la population scandinave compte peu d'habitants.

Myriam COMTE souhaite savoir combien de personnes par équipe travailleront sur le projet.

Timothée TOURY annonce un nombre de 250 personnes au minimum qui s'impliqueront dans les work packages tout le long du projet.

Marie-Aleth DUMONT s'interroge sur le nombre de dossiers déposés.

Timothée TOURY confirme que 54 dossiers ont officiellement été reçus et 12 ont été retenus.

Philippe PICHÉRY a rencontré les acteurs de cette démarche collective et souhaite se féliciter de ce dispositif. C'est une thématique de première importance. Les suites de ce dossier seront suivies avec le plus grand intérêt.

Ronan STEPHAN indique qu'il est très satisfaisant de voir qu'en deux mois, cela a bien fonctionné.

Jean-Marie GELY trouve qu'il y a une absence importante de pays du sud. L'enjeu de la technologie nécessite qu'il soit demandé à chacun des partenaires fondateurs d'arriver avec un parrainage industriel important. Il serait intéressant que des hommes politiques de chaque pays soient associés.

Timothée TOURY remarque que les pays du Sud ont une particularité délicate pour le projet, ils sont très dichotomiques au niveau de la commission des établissements. Certains établissements sont très visibles, d'autres en revanche sont beaucoup plus petits et il est difficile de répondre lorsqu'ils sont sollicités.

Pierre KOCH ne souhaite pas avoir la réponse de Bruxelles pour commencer à travailler, ni pour commencer à chercher des fonds complémentaires. Les partenaires ont déjà approuvé ce plan d'action.

Ronan STEPHAN complète en soulignant qu'indépendamment du fait que le projet soit retenu ou pas, une levée de fonds sera mobilisée dans le but d'avancer dans la réalisation du projet.

Nadège TROUSSIER signale qu'il est important de bénéficier de soutiens externes et internes pour assurer la réussite du projet. Cette démarche ne se veut pas seulement centrée sur l'UTT mais aussi et surtout sur le développement du territoire.

Autre point dans l'actualité du Directeur :

Pierre KOCH affirme que l'UTT est partie prenante du dossier TIP (Territoire d'innovation Pédagogique) avec l'URCA et l'Université de Lorraine, et une audition se tiendra le 25 mars.

Une présentation sera faite plus tard du projet d'EUR par Renaud Bachelot.

Une information a été faite sur un travail préparatoire qui a été lancé autour d'un possible dossier de mutations de nos financements globaux.

Un séminaire a eu lieu le 4 février au cours duquel plusieurs groupes de travail ont été mis en place :

- Le 1^{er} sur les enjeux sociétaux sur lesquels l'UTT se positionne ;
- Le 2^e sur un point de notre organisation ;
- Le 3^e sur le développement d'alternance, demandé par la CTI mais qui est également une source de financement additionnel ;
- Le 4^e sur l'analyse des enseignements en formation initiale ;
- Et enfin le 5^e groupe sur la sécurité globale.

A ce propos, l'UTT, l'Université de Troyes et l'Ecole Nationale de Police à Nîmes inaugurent l'institut de sécurité globale le 22 mars prochain. La cérémonie se tiendra en présence du Secrétaire d'Etat du Ministère de l'Intérieur, et sous le patronage de la Présidente du Conseil Scientifique de l'ENP. Pour l'Institut Service Industrie du Futur Troyen, une convention intermédiaire est en cours de signature entre les différents acteurs sur l'UTT, EPF, ESTP, Y Schools et l'IUT. Il s'agit d'une convention d'un an, visant à entamer les démarches et ouverte à la possibilité d'une convention plus durable. L'idée est de fédérer toutes les ressources du territoire sur certaines de ces thématiques, mais également de consolider les relations avec les 4 autres universités de Reims, Nancy, Strasbourg et Mulhouse.

Une cartographie des expertises a été élaborée à ce sujet et on continue de voir comment coopérer entre établissements sur la thématique en question.

Dernier point de l'actualité, plusieurs chantiers sont actuellement en cours de lancement dans l'hypothèse de doubles diplômes, l'un avec SCBS (nouveau nom de l'Ecole de Commerce de Troyes au sein de Y Schools), un autre avec NEOMA, et enfin un troisième avec l'Université Laval à Québec.

Ronan STEPHAN demande autour de quels thèmes se développeront les chantiers avec l'université à Québec.

Pierre KOCH indique que ce serait autour du thème de la technologie et du management, orienté vers la manière dont les nouveaux développements technologiques impactent l'acte managérial mais aussi un autre type d'expertise technologique. L'idée d'avoir un double diplôme faciliterait aussi les échanges. La mise en place de cours d'été est envisagée, visant à attirer les étudiants nord-américains.

Ronan STEPHAN affirme que ce thème est au cœur fondateur des UT.

2) Affaires financières

Pierre KOCH présente le résultat et la situation financière de l'UTT à fin décembre 2018. Un résultat plutôt équilibré de 100 000 euros qui est en ligne avec les prévisions de l'automne.

➤ 2.1 Présentation des comptes par l'ordonnateur et le comptable

Audrey LACOUR présente le rapport de gestion qui fait le point sur l'exécution budgétaire. Le solde budgétaire est la différence entre les recettes budgétaires encaissées et les dépenses budgétaires décaissées. Le solde budgétaire est positif, il s'élève à 1 657 000 €, la prévision était à 1 384 000 €. En revanche, les recettes budgétaires sont inférieures à la prévision de plus de 2 000 000 € en raison d'importantes prévisions sur le CPER, dont l'exécution a été en dessous des prévisions, ce qui génère un écart conséquent sur les recettes encaissées. Le taux de recouvrement des titres de recettes 2018 sur la formation continue et sur la valorisation a été plus faible qu'estimé. Une hypothèse se doit d'être proposée sur le niveau de recouvrement des titres de recettes émis sur les exercices précédents encaissés au cours de l'année, mais aussi sur le niveau de recouvrement des titres sur l'exercice. En 2018, il avait été fait une estimation du taux de recouvrement. Il a été constaté moins de recettes que

prévu. Les restes à recouvrer s'élèvent à hauteur de 458 000 € sur la formation continue et de 440 000 € sur la valorisation. En ce qui concerne les dépenses budgétaires, les autorisations d'engagement correspondent aux volumes des commandes faites au cours de l'exercice 2018. Les autorisations d'engagement ont été inférieures de 3,6 millions d'euros à la prévision.

Il faut souligner :

- 90 000 € d'écart sur la masse salariale avec un taux d'exécution très élevé
- 1 800 000 € sur le fonctionnement
- 1 600 000 € sur investissement.

Le gel des crédits opéré en 2018 et qui va se reproduire sur 2019 a permis d'assurer l'équilibre du résultat, épargnant la somme de 600 000 € durant l'exercice 2018. Sur les crédits de paiement, une consommation inférieure à la prévision de 2 300 000 € est principalement liée au non-engagement de dépenses.

Ronan STEPHAN demande si le décalage CPER est lié à des dépenses non-effectuées.

Audrey LACOUR confirme que le décalage CPER est effectivement lié aux dépenses non-effectuées.

L'impact de la TVA génère l'abondement de la trésorerie qui s'élève à 2 044 000 € au compte de l'exercice 2018. Le résultat patrimonial est positif de 206 000 euros. Le solde budgétaire est à 1 657 000 €. Il y a une variation positive de la trésorerie à 2 000 000 €. La capacité d'autofinancement et le niveau de fond de roulement connaissent en revanche une baisse, mais demeurent au-delà du seuil prudentiel conseillé de 30 jours.

Deux indicateurs sont étudiés par le ministère :

- Les charges de personnel ramenées sur les produits décaissables s'élèvent à 78% avec un seuil de vigilance qui se situe entre 82 et 83% ; Le poids de notre masse salariale n'est pas trop important et nous permet d'avoir des leviers d'actions si nous avons des difficultés budgétaires.

- Les produits encaissables hors subvention pour charges de service public ramenés au total des produits encaissables s'élèvent à 32% avec un seuil de vigilance entre 13 et 15%. Là encore c'est positif, nous avons une capacité à aller chercher des ressources propres, c'est un signal positif que nous envoyons.

Des fichiers sont reçus dans le second envoi. Ils présentent 2 100 000 € de recettes du plan stratégique, 1 600 000 € de dépenses, soit un résultat de 503 000 € sur ce périmètre ; dont sur la formation continue et l'apprentissage pour 306 000 €, et 94 000 € sur la fondation générant elle-même 339 000 € de chiffre d'affaires vers l'UTT. Le projet *MOSEFIC*, un des projets ERASMUS + géré par les relations internationales affiche 237 000 € de résultat pour le compte de 2018.

Ronan STEPHAN rend hommage aux efforts qui ont été faits pour arriver à ce résultat très convenable.

Jean-Michel CHAPUT indique que la charge salariale continue à augmenter. Ce modèle est-il durablement soutenable ? Il aimerait connaître la part considérée comme inéluctable.

Sonia JAFFRO assure qu'il y a 1 253 000 euros d'augmentation de masse salariale entre les deux exercices, dont 442 000 € compensés par la subvention de charges de service public. La décomposition est de 1 200 000 €, avec une augmentation de 277 000 € de CAS pension ; cela représente les cotisations pour la fonction civile des fonctionnaires. Cette augmentation est compensée à hauteur de 238 000 € par l'Etat. Il y a 78 000 € issus d'autres cotisations, une augmentation de 205 000 € de GVT pour les fonctionnaires et une compensation de 135 000 € par l'Etat sur les 205 000 € de GVT.

Jean-Michel CHAPUT demande si cette contribution de l'Etat peut être acquise dans la durée.

Sonia JAFFRO affirme que ce n'est malheureusement pas le cas. Il n'y a aucune assurance de bénéficier d'autres compensations hormis celles que nous avons déjà eues pour le cours de 2018-2019. Il y a eu 413 000 € d'écart entre 2017 et 2018 pour les primes et indemnités. Elle indique qu'il y a 196 000 € de décalage de paiement des primes, 84 000 € d'indemnités compensatrices de la CSG (compensées en partie par l'Etat à hauteur de 68 000 €). Il y a un reste à charge de l'établissement. 75 000 € de recettes pour compenser la mise en place du nouveau régime indemnitaire pour les personnels Biatss fonctionnaires, 31 000 € de brevets et 20 000 € de primes de charge d'administration principalement liés aux activités en Afrique. Il faut également souligner 87 000 € d'augmentation de vacations d'enseignement, dont 66 000 € de décalage de paie entre décembre 2017 et janvier 2018, +104 000 € d'heures complémentaires, avec également un décalage de paie de 23 000 € ; +18 000 € de dépenses au compte des missions d'enseignement de doctorants, 56 000 € des bourses de mobilité Curie ; elles augmentent la dépense mais elles sont compensées.

Jean-Michel CHAPUT souhaite savoir comment Sonia JAFFRO situe en pourcentage le bilan de ces grandes masses.

Sonia JAFFRO répond entre un tiers et la moitié d'inéluctable, soit 48 à 50%.

➤ 2.3 Approbation du compte financier 2018 de l'UTT et affectation du résultat

Caroline BOTTAZZINI présente l'exécution des comptes arrêtés le 31 décembre 2018 comparée à l'exécution de 2017. Un calcul du prorata de TVA a été fait en 2018, il est passé de 27 à 29%. Il a été intégré le terrain octroyé par le département pour l'expérimentation de panneaux solaires à hauteur de 35 000 €. La comptabilité budgétaire est appliquée depuis le 1^{er} janvier 2017. Deux comptabilités sont tenues en parallèle, l'une est de la responsabilité de l'ordonnateur et l'autre tenue par le comptable. Les charges de l'exercice s'élèvent à 38 730 k€, les produits à 38 935 k€ pour un résultat bénéficiaire de 205 000 €. Cette présentation du bilan retrace le cumul de la totalité de nos emplois, stable depuis l'existence de l'UTT. Ces immobilisations ont été acquises grâce à des ressources stables. La différence entre ces deux blocs donne le fonds de roulement qui s'élève à 4 313 000 €. Celui-ci permettra de supporter l'activité courante et le besoin en fonds de roulement, ce dernier traduit le décalage entre le paiement des dettes et l'encaissement des créances. La différence donne un excédent de

financement. La trésorerie résulte du fonds de roulement et du besoin en fonds de roulement, elle s'élève à 4,836 millions d'euros. En synthèse, il y a un résultat de 205 647 €, et une capacité d'autofinancement de 1 416 044 €.

Les dépenses de fonctionnement totales ont augmenté de 3,6%. L'eau et l'énergie sont les principales raisons de ces augmentations. Les frais de location et de colloques ont également augmenté. Les missions et déplacements augmentent également de 9%, de même que les contrats de nettoyage. Les recettes sont également en augmentation de 3,4% grâce aux prestations de recherche dans le cadre de partenariat privé qui sont en hausse de 30 000 €. La trésorerie est en progression de 2043.9 k€.

Les principales recettes en diminution sont celles des subventions attribuées par la région et les autres collectivités. Et les engagements de la fondation sont en baisse de 83 000 €.

En résumé, la recette s'établit à 38 935 k€, les dépenses à 38 730 k€. Le résultat est excédentaire, il est en diminution de 24% par rapport à l'an dernier, la CAF s'établit à 1 416 000 € et est également en diminution de 10% ; ajoutée aux recettes d'investissement d'exercice, la CAF n'ayant pas été suffisante pour faire face aux dépenses d'investissement, elle a donc été prélevée sur le fonds de roulement à hauteur de 237 000 €, qui de ce fait diminue de 5%, soit 4 313 000 €. La trésorerie est en progression de 2 043.9 k€ et s'établit à 4 836 000 €. Par rapport à 2017, cela représente une forte augmentation.

Philippe PICHERY demande s'il n'y a pas un meilleur investissement à faire pour réguler le niveau métrique des salles blanches.

Jean-Michel CHAPUT indique que les conditions climatiques au cours de l'année 2018 ont eu un impact de taille sur les dépenses en énergie.

Caroline BOTTAZZINI renchérit en affirmant que selon le directeur du patrimoine, les salles blanches ont besoin d'un degré d'hygrométrie constant, en raison de l'humidité de l'an dernier, l'utilisation de la climatisation a donc été dans le but de réguler l'air ambiant.

Pierre KOCH affirme que les conditions climatiques ont effectivement nécessité une utilisation de l'énergie plus élevée que d'habitude, ce qui débouche d'ailleurs sur des réflexions afin d'anticiper ce genre de situation.

Jacques WACKEL indique que l'augmentation d'énergie a été régulée mais a nécessité un taux d'utilisation d'énergie supérieur à ce qui avait été prévu.

Benoît PANICAUD remarque que l'externalisation du nettoyage a conduit à un surcoût, et demande si cela en valait la peine.

Jacques WACKEL indique qu'il n'y a pas la volonté d'externaliser l'ensemble de l'entretien de l'établissement. Il y a de plus en plus de locaux techniques qui demandent des formations particulières, c'est la raison pour laquelle ce choix a été fait en lien avec les acteurs pour pouvoir externaliser. Il a entre autre été constaté des départs en retraite. Le nombre de départs en retraite et le coût du nettoyage en externalisation donnent un résultat positif de 10 à 15 000 € pour l'établissement.

Pierre KOCH signale que chaque fois qu'il y a eu des cas de sous-traitance au niveau du nettoyage, le résultat a été négatif dans la majorité des cas. Techniquement, il est vu comme une prestation externe.

Florence PESTIE affirme que les comptes de l'établissement ont été étudiés. Il y a très peu d'évolution en 2018 en termes réglementaires. L'établissement n'a pas réalisé de changements de méthode. En approuvant les comptes aujourd'hui le 14 mars, l'UTT est dans les temps. Il n'y a pas eu de problème. Il est émis une opinion sans réserve.

Delphine VIOT lit l'avis de la Rectrice.

« Après des exercices 2017 et 2018 sous plan de rétablissement de l'équilibre financier (PREF), l'Université de Technologie de Troyes présente, pour la deuxième année consécutive, un compte de résultat à l'équilibre.

Avec un résultat patrimonial de 205 648 €, une capacité d'autofinancement de 1 416 045 €, un niveau de fonds de roulement supérieur à la norme prudentielle et un niveau de trésorerie équivalent à 49 jours de dépenses de fonctionnement décaissables, la santé financière de l'UTT est considérée comme saine. Le besoin en fonds de roulement, pour la première fois négatif depuis 2015, devra faire l'objet d'un suivi particulier afin que son incidence positive sur la trésorerie devienne structurelle.

Cependant, la situation reste fragile, notamment en raison des dépenses de masse salariale qui progressent malgré une stabilité des emplois. Les charges d'exploitation appellent également à la vigilance, en cela qu'elles ne peuvent être toutes modélisées et anticipées.

Le plan stratégique permet toutefois de dégager des recettes qui viennent stabiliser la situation financière de l'université.

Au regard des éléments cités, et conformément à l'article R719-109 du code de l'éducation, je décide de lever la procédure de PREF.

Le rapport d'audit définitif de l'Inspection Générale de l'Administration de l'Éducation Nationale et de la Recherche pourra amener mes services à proposer un suivi spécifique à l'UTT, notamment sur le suivi de la masse salariale, sur les recettes ou sur les perspectives d'investissement.

La Rectrice d'Académie, Chancelière des universités ».

Le conseil d'administration approuve à l'unanimité le compte financier 2018 de l'UTT et l'affectation du résultat.

3) Politique interne générale

➤ 3.1 Calendrier universitaire 2019/2020

Alain MILLEY signale que le calendrier a été présenté au Comité Technique, puis au C.E. Il a reçu des avis favorables de la part des deux instances. Le nombre de semaines d'enseignement a été respecté, en garantissant un fond d'activité, malgré la dureté du semestre de printemps liée aux jours fériés. Pour la semaine de rentrée, deux jours sont réservés au stage.

Myriam COMTE s'interroge sur le nombre de semaines d'enseignement durant le premier et le second semestre.

Alain MILLEY affirme qu'il y a 15 semaines d'enseignement au total pour les deux semestres.

Myriam COMTE demande combien d'heures sont réservées au niveau des différents cursus pour le cycle d'ingénieur sur 3 ans.

Alain MILLEY précise qu'il y a entre 1 600 et 1 650 heures en face-à-face sur 3 ans.

Jean-Marie GELY demande ce qu'est le Crunch.

Alain MILLEY présente le *CrunchTime* comme étant 3 jours réservés aux étudiants de branche permettant de réunir les étudiants en petits groupes sur des réflexions en innovation et projets industriels.

Nadège TROUSSIER rappelle qu'au cours de l'année précédente, lors de la présentation du calendrier, il avait été précisé une coordination des calendriers des 3 UT et souhaite savoir si cette coordination est toujours appliquée.

Alain MILLEY confirme et précise qu'au cours de la partie inter-semestre, une semaine a été identifiée comme étant commune aux 3 UT. Le *CrunchTime* se déroule en parallèle de l'UTBM, ce sera la 1^{ère} édition cette année au mois de mai.

Le conseil d'administration adopte, à l'unanimité, le calendrier universitaire 2019/2020.

➤ 3.2 Charte informatique

Ronan STEPHAN informe de l'approbation de la charte informatique par le Comité Technique. Elle entrera en vigueur uniquement au 1^{er} septembre 2019, après adoption de la charte du droit à la déconnexion. Le travail en question sera réalisé par la DRH et proposé au vote des instances en juin 2019.

Valérie THEVENIN indique que la charte actuelle a été validée au CA de 2014 et doit être soumise à des modifications qui prennent en compte le RGPD (Règlement Général de la Protection des Données). A cet effet, d'autres modifications ont été apportées, comme l'égalité homme-femme qui apparaît en préambule de cette charte. Quelques références ont également été ajoutées au document, notamment les normes en matière d'équipement informatique et sur la politique de protection des données personnelles. Un point a été ajouté sur le droit à la déconnexion.

Marie-Aleth DUMONT demande si elle s'applique également aux personnels.

Valérie THEVENIN répond par l'affirmative.

Jean-Marie GELY demande une clarification sur un passage du paragraphe 3, concernant la création de fichier contenant des informations ou tout usage de celles traitées dans le système d'information de l'UTT.

Valérie THEVENIN répond qu'il s'agit de fichiers pouvant être créés par des usagers du système d'information ou simplement des informations présentes dans le système. L'ENT est l'Environnement Numérique de Travail.

Jean-Michel CHAPUT regrette que la rédaction ne soit pas explicite et opérative. Il aurait été préférable d'avoir une formulation soulignant l'importance de l'autorisation du délégué à la protection des données lors de la création de fichier contenant des informations personnelles.

Jean-Michel CHAPUT demande également un apport en informations sur le point du filtrage des sites internet à caractère malveillant après avis du Comité Technique.

Valérie THEVENIN explique que les sites représentant une menace sont intégrés dans une catégorie de sites internet dont le Comité Technique a, au préalable, approuvé la déconnexion automatique.

Nadège TROUSSIER ajoute qu'en raison de ces listes de sites malveillants, il se pourrait que d'autres universités bloquent l'arrivée de mails provenant des collègues.

Le conseil amende la charte informatique : « Toute création de fichier contenant des informations personnelles est soumise à l'autorisation du délégué à la protection des données ».

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité, ainsi amendée, la charte pour l'utilisation des ressources informatiques de l'Université de Technologie de Troyes et, par conséquent, abroge et remplace la charte du système d'information de l'UTT adoptée le 2 juillet 2014. La charte entrera en application le 1^{er} septembre 2019.

➤ 3.3 Charte des associations

Stéphanie RYCX signale que cette charte a été réalisée en 2013. Elle avait fait l'objet d'un vote au CEVU (Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire), mais n'est pas passée au Conseil d'Administration. Elle a donc été actualisée afin de pouvoir recevoir les votes nécessaires. L'actualisation porte sur toutes les références faites au CEVU (qui est entre temps devenu le Conseil des Etudes) ; un article sur la protection des données personnelles a été ajouté.

Marie-Aleth DUMONT demande s'il peut être ajouté le préambule sur l'égalité femme/homme. De ce fait, il faudrait également actualiser la charte tenant compte du fait que le service auquel il est fait référence va probablement changer de nom. Il faut rajouter que la responsable de la vie étudiante est la référente et non pas le service de la vie étudiante.

Jean-Marie GELY demande une précision sur la limitation de l'alcool proposé.

Stéphanie RYCX explique qu'il s'agit des normes OMS sur la quantité d'alcool servie au sein des bars.

Irma TAKAM MAKAMTE remarque que sur l'article 5 de la charte, il est mentionné que les associations d'étudiants de l'UTT se doivent de respecter une neutralité confessionnelle et une indépendance vis-à-vis des partis politiques. Elle s'interroge sur sa légitimité vis-à-vis de la loi.

Thibault VIGIER assure cet article n'a pas de valeur juridique . Dans le cas où une association souhaiterait développer des activités confessionnelles ou associées à un parti politique, l'université ne pourra opposer cette charte en respect aux fondements de la laïcité. Cependant, une personnalité juridique différente comme une association pourra le faire.

Irma TAKAM MAKAMTE ne voit pas l'intérêt du texte si la charte n'est pas opposable.

Ronan STEPHAN affirme que cela peut traduire la démarche éthique de l'UTT.

Le conseil demande l'ajout d'un paragraphe sur l'égalité homme femme et amende la charte des associations :

- L'article 5 « Ethique Associative » est modifié et devient : « Toute association étudiante de l'UTT est invitée à respecter une neutralité confessionnelle et une indépendance vis-à-vis des partis politiques ».

Le conseil d'administration adopte, à l'unanimité, ainsi amendée, la charte des associations.

4) Désignation des représentants UTT au CA de la Fondation

Ronan STEPHAN informe de la nomination de 9 membres de l'UTT (4 membres du personnel, 4 personnalités externes du CA qui s'ajoutent au Président du Conseil d'Administration de l'UTT). Les membres internes dont la désignation sera soumise au vote sont le VP du conseil d'administration, Mme Dominique GAITI, le VP du conseil scientifique, Mme Mitra FOULADIRAD, le VP du conseil des études M. Elias Khoury et un membre du CA, M. Youcef Bouzidi.

Thibault VIGIER tient à signaler que 3 CA de la fondation doivent se réunir sur l'année civile. Le prochain se tiendra le 26 avril, il sera possible d'y prendre part par téléphone ou en vidéo-conférence.

Myriam COMTE demande ce qui est fait au CA de la fondation.

Thibault VIGIER répond qu'y sont définies la stratégie et la politique de la fondation UTT, et que des décisions sont prises par rapport aux programmes à mettre en place, aux actions de la fondation et à l'organisation générale.

Myriam COMTE s'interroge sur l'action de la fondation sur chaque établissement.

Sophie PROUST demande si des membres du conseil peuvent être renouvelés.

Thibault VIGIER signale que les membres de la fondation UTT avaient été nommés en décembre 2015 pour un mandat de 3 ans allant jusqu'à décembre 2018. Ils ont donc été intégralement renouvelés lors du CA.

Pierre KOCH indique qu'il est important qu'un CA veille à ce que les levées de fonds soient réalisées dans les règles. La partie comptabilisée est à peu près au même montant. La question d'une transparence de ces flux est importante.

Ronan STEPHAN demande qui, parmi les membres externes du conseil, se porte candidat.

Philippe PICHERY est candidat.

Jean-Michel CHAPUT se porte aussi candidat.

Le conseil d'administration désigne, à l'unanimité, les membres suivants :

Pour les membres externes du CA de l'UTT :

- M. Philippe Pichery, Président du CD10 ;
- M. Jean Michel Chaput, directeur adjoint des applications militaires au CEA.

Pour les personnels de l'UTT :

- Mme Dominique Gaiti, vice-présidente du CA ;
- Mme Mitra Fouladirad, vice-présidente du CS ;
- M. Elias Khoury, vice-président du C.E. ;
- M. Youcef Bouzidi, membre du CA.

Andréa-Cynthia DUHAMEL remarque l'absence de femmes parmi les membres externes.

5) Formation

➤ 5.1 Présentation des projets Erasmus Mundus

Dominique GAITI constate un manque de formation d'excellence interdisciplinaire sur la bio raffinerie durable et la valorisation de la biomasse, suite à un programme de recherche qui a réuni un certain nombre de partenaires européens auquel le CREIDD (centre de recherche interdisciplinaire en développement durable) avait participé.

En termes de mobilité pour les étudiants, ces derniers seront à l'UTT au cours du premier semestre ; au second semestre, ils seront à Cracovie et ensuite soit à Lille, soit à l'université de Bari pendant le troisième semestre. Le quatrième semestre étant réservé aux stages, il leur sera laissé le choix de les effectuer au sein l'une des quatre universités. Il y a un total de 92 étudiants, dont 23 à 25 par semestre. Le budget repose sur les bourses octroyées aux étudiants. La première année serait une année blanche qui permettrait l'organisation du diplôme afin d'avoir un *joined diploma* entre les 4 universités.

Il y a une subvention d'environ 2 000 € par étudiant et par semestre, sachant que le coût de la formation est évalué entre 7 000 et 8 000 € par an, soit 4 000 € par semestre. Le dépôt du projet a eu lieu en février, la première promotion sera accueillie

en septembre 2020. Les projets Erasmus Mundus sont des programmes d'excellence très sélectifs, leur obtention représenterait un plus pour l'établissement. Les résultats sont attendus pour le mois de juillet.

Jean-Marie GELY demande en quelles langues sont dispensés les cours.

Dominique GAITI répond que les cours sont en anglais.

Le deuxième projet Erasmus Plus provient d'un partenariat obligatoire avec un établissement japonais. Il sera soumis le 1^{er} avril, avec un budget de 6 000 000 € prévu uniquement pour 3 projets. La durée est de 4 à 6 ans avec une année préparatoire sur le même modèle. Il comprend tout au plus 64 étudiants sur 4 ans. Le projet s'articulera autour du thème de la technologie pour une vie meilleure, il sera principalement porté par le laboratoire Tech-Cico avec 4 différentes perspectives selon les différentes universités (aspect cognitif, système design, business et design).

Marie-Aleth DUMONT s'inquiète de la situation budgétaire de l'établissement par rapport au développement de tels dossiers qui peuvent s'avérer assez coûteux.

Pierre KOCH indique que l'idée n'est pas d'inventer un nouveau programme mais plutôt d'utiliser des diplômes existants qui ont déjà leur *back office*.

Jean-Marie GELY a l'impression qu'il n'y a pas suffisamment de synergie entre les projets.

Pierre KOCH affirme que cela viendra naturellement. A l'heure actuelle, cela aurait été ralentissant d'avoir les mêmes partenaires sur l'ensemble de ces projets.

Jean-Marie GELY demande s'il y aura la capacité de renouveler l'ensemble.

Dominique GAITI apporte l'information d'un financement de 6 000 € pour la première année du projet. L'année préparatoire permettrait également de cerner la faisabilité budgétaire de la formation.

Ronan STEPHAN assure qu'il faudrait investir dans ces différents axes à mesure des moyens de l'établissement. Un échange avec l'établissement japonais est très intéressant non seulement pour les étudiants, mais également pour les enseignants chercheurs. En effet, la valeur de ce qu'apporte la posture japonaise dans ce domaine est différente de ce qu'apporte la posture de l'Europe de l'ouest.

Sophie PROUST s'interroge sur le recrutement par rapport à ce programme.

Dominique GAITI précise qu'il y a une campagne d'admission classique avec dépôt de dossier, avec une ouverture de la campagne de recrutement, ainsi qu'un jury d'admission qui étudie la recevabilité des candidatures.

➤ 5.2 Présentation du projet de double diplôme avec Neoma

Alain MILLEY présente Neoma Reims comme une grande école de management sur 3 sites (Paris, Reims et Rouen). L'école a demandé d'envisager un plan d'action sur une formation TEMA dans le domaine du digital management et de l'innovation, dans le but d'accueillir certains de leurs étudiants durant 6 mois pour des UV de cycle ingénieur en tronc commun.

Suite à une discussion, il a été convenu d'un échange d'étudiants entre Neoma Reims et ceux de l'UTT.

L'idée d'un double diplôme pourrait également être proposée aux étudiants, qui consisterait à effectuer le cycle ingénieur en 4 ans, et ensuite poursuivre le master de la formation TEMA. C'est encore à la phase de projet et d'ailleurs soumis à l'approbation du conseil d'administration. Ces projets ont été présentés en Conseil des Etudes durant la semaine précédente et ont reçu un avis favorable de la part des membres du conseil.

Jean-Marie GELY demande si ces éléments sont cohérents avec le cursus étudiant, compte tenu de l'originalité de la formation concernée.

Sophie PROUST affirme que ce genre de double diplôme existe déjà dans d'autres universités. Elle demande s'ils sont bâtis sur le même principe.

Alain MILLEY répond qu'il existe en effet d'autres doubles diplômes avec des écoles de management et des écoles d'ingénieur. Leur fondement est variable d'un établissement à l'autre en fonction de leur propre cursus.

Ronan STEPHAN signale qu'il y a une belle carte à jouer en convoquant les technologies de l'information d'un côté et la sociologie de l'entreprise. C'est un programme très élitiste, d'ailleurs très demandé par les entreprises.

Benjamin RUIZ souhaite savoir si des projets communs sont prévus localement avec la Y Schools.

Alain MILLEY assure que des projets communs sont effectivement en cours avec l'Université de Troyes.

Pierre KOCH assure qu'il est important de construire des éléments localement. Il faut un projet local avec des acteurs locaux.

➤ 5.3 Présentation du projet d'école universitaire de recherche

Renaud BACHELOT souligne que le projet d'école universitaire de recherche est un programme sur 5 ans qui intègre Master et Doctorat. En 2015, l'année internationale de la lumière a soulevé un bon nombre de discussions et d'événements qui ont remis en évidence l'importance de la photonique et la nanooptique pour les technologies du futur, en particulier un marché de plus de 600 milliards d'euros. En parallèle, les nanotechnologies continuent à évoluer. Qu'est-ce que la nanooptique ? C'est l'étude de la lumière et de ses interactions avec la matière à des échelles nanométriques. Ce secteur est en évolution rapide et il y a une carte à jouer pour se faire une place au cœur de la concurrence mondiale qui ne cesse de s'amplifier. Il existe des Graduate Schools en Nanotechnologies et en optique, mais pas de Graduate Schools dédiées à la nanooptique. Cet appel à projet favorise ce type de démarche, à savoir un domaine d'excellence très précis, une niche à développer. Je précise que la nanooptique est aujourd'hui pluridisciplinaire et inclut de nombreux domaines scientifiques et technologiques qui sont listés sur le document. Concernant la maquette pédagogique qui a été mise en place, tous les cours seront dispensés à 100% en anglais.

Trois types d'étudiants rejoindront l'UER : des étudiants de L3 français, de Bachelor de formation étrangère et des étudiants UTT. A terme, la cible de 30 étudiants par an est visée. Il faut souligner qu'il y aura différents types d'enseignements, avec beaucoup d'enseignement par projet de laboratoires, projets professionnels, et les UER un peu plus classiques seront enseignées autrement qu'elles ne le sont actuellement. L'idée est de développer des cours intégrés, mélangeant démonstrations expérimentales, exercices et notions théoriques.

Sophie PROUST demande pourquoi mettre en place ce changement d'enseignement.

Renaud BACHELOT répond que l'un des états d'esprit des UER est d'enseigner autrement et de casser les barrières. Il s'agit également de former des technologues de très haut niveau. Pour conclure avec les éléments financiers, la demande qui sera faite concerne un montant total de 3,8 millions d'euros qui permettrait de financer un certain nombre de choses spécifiques, dont des tests d'excellence, du fonctionnement pour les étudiants afin qu'ils puissent participer à des missions, des conférences, ainsi que du personnel dédié, la création de 3 UE et des nouveaux outils pédagogiques. La moitié de cette somme de 3,8 millions d'euros sera supportée respectivement par l'UTT à hauteur de 36% et de l'URCA à hauteur de 14%. Ce projet s'étend sur dix ans.

Marie-Aleth DUMONT affirme que la somme peut sembler importante et demande s'il existe des financements et allocations de primes, qui seront pris sur les fonds propres de l'UTT.

Renaud BACHELOT répond que ce projet est déjà autonome et que l'UTT verse la somme de 13 000 euros par an pour la mise en place de projets. Rien ne sera donc pris sur les fonds propres de l'UTT. Par ailleurs, 10 nouveaux doctorants seront présents dont 2 issus du tronc commun.

Nadège TROUSSIER indique qu'elle a deux questions. La première concerne le lien sur la partie enseignement qui va englober une formation existante. L'objectif est de savoir s'il y a un impact sur les filières, vu que des modifications pédagogiques sont envisagées, et également si le CE sera consulté sur ce projet.

Renaud BACHELOT explique que ce projet a été présenté auprès des trois instances. Pour répondre à la première question, la branche MTE est en pleine réforme, ils souhaitent ouvrir une nouvelle filière dans le cadre de MTE.

Pierre KOCH indique que c'est l'ensemble de la branche et de ses filières qui va être revisité.

Nadège TROUSSIER enchaîne avec sa deuxième question qui concerne l'ensemble des dossiers qui sont passés, et qui sont portés par des équipes de recherche. Pour rappel, l'UTT dispose de 8 équipes de recherche qui sont rassemblées dans un seul laboratoire de recherche, l'institut Charles Delaunay. Elle souhaite savoir si un travail va être entrepris sur l'identité de cet institut, et également connaître la politique scientifique au-delà du 31 décembre 2019.

Pierre KOCH signale que l'un des groupes de travail va effectivement porter sur ces questions-là, et notamment l'organisation cible vers laquelle il faut tendre. Il y a une demande en interne de clarification des horizons. Il faudra aussi regarder de très près les nouvelles initiatives du CNRS en matière de préoccupation interdisciplinaire et notamment sur le développement durable. Cela laisse quelques mois pour travailler le sujet, l'objectif fixé il y a quelques temps étant de pouvoir finaliser pour la fin de l'été.

Dominique GAITI demande la possibilité de mettre à l'ordre du jour du prochain CA un point sur la stratégie recherche.

Pierre KOCH prend note de la demande.

6) Relations entreprises

➤ 6.1 Tarifs du forum UTT/Entreprises 2019

Ronan STEPHAN indique que le forum UTT/Entreprises se tient tous les ans. A cet effet, des stands sont mis à disposition, avec des tarifs qui diffèrent selon la surface : de 900 euros pour 6 m² jusqu'à 2 500 euros pour 18 m². Un certain nombre de pages de réclames sont également proposées, avec des tarifs qui vont de 400 à 1 100 euros.

Dominique GAITI demande s'il existe des partenariats avec des entreprises.

Thibault VIGIER indique que les entreprises qui ont un partenariat Campus passent par la Fondation UTT, et se voient offrir le stand dans le cadre de ce partenariat. La somme est d'environ 10 000 euros.

Ronan STEPHAN propose de procéder au vote.

Le conseil d'administration adopte, à l'unanimité, les tarifs du forum entreprise UTT pour l'année 2019.

7) Conventions signées depuis le dernier CA

➤ 7.1 Ajustement de la campagne d'emploi 2019

Sonia JAFFRO indique que deux ajustements de la campagne d'emploi ont été votés en décembre 2018. Elle affirme que le premier ajustement concerne la création d'un poste de Prag d'anglais au SUEL en 2019. Pour des raisons de maîtrise de budget, ce poste ne sera pas ouvert au recrutement. Ce point a été soulevé à l'occasion du Comité Technique qui s'est réuni le 6 mars dernier et a approuvé cette décision. Le CT a souhaité se prononcer distinctement sur les demandes.

Ronan STEPHAN demande qui est contre l'abandon.

Le conseil d'administration adopte les points suivants :

- A la majorité (19 pour et 4 abstentions) la non publication du poste de Prag d'anglais au SUEL

Sonia JAFFRO poursuit. Le poste de professeur des universités a été ouvert au département ROSAS initialement en 61^e section. Afin d'élargir le recrutement, il est souhaité l'ajout d'une section supplémentaire sur le recrutement. Cela n'aura aucun impact financier, mais cela permet un élargissement du recrutement. L'ajout de la 26^e section est demandé sur ce poste de professeur d'université au département ROSAS sur la spécialité traitement du signal, conception de méthode de décisions statistiques. Le CT a approuvé après un vote de 3 pour avec 2 abstentions.

Myriam COMTE ne voit pas d'élargissement de poste à travers l'ajout d'une section sur le recrutement.

Jean-Michel CHAPUT demande quel est le besoin.

Antoine GRALL signale qu'en termes de besoins sur ce poste-là, il est recherché une personne dotée de compétences en statistiques liées aux problématiques de traitement de signal. Il s'agit des mathématiques appliquées.

Jean-Michel CHAPUT confirme qu'il s'agit d'un besoin quantitatif.

Ronan STEPHAN demande qui est pour le suivi de cette préconisation du CT.

Le conseil d'administration adopte les points suivants :

- A la majorité (22 pour et 1 abstention) l'ajout de la 26^e section pour le poste de Professeur des Universités au département ROSAS prévu initialement en 61^e section.

Nadège TROUSSIER indique que le passage en revue des postes, qui aurait dû être voté lors de la campagne du mois de décembre, démontre potentiellement la nécessité des régulations à faire sur les procédures qualité, en particulier sur les processus élevant les décisions jusqu'au conseil d'administration pour qu'elles soient stabilisées au moment des votes.

8) Questions diverses

Nadège TROUSSIER signale que les élus ont fait remonter des interrogations sur les problématiques de moyens nécessaires pour la mise en place d'opérations liées à la sécurité et la santé au travail. Il faudrait prévoir, à l'occasion d'un prochain CA, de faire un point sur l'avancée des chantiers et les dossiers portés au sein du CHSCT.

Ronan STEPHAN prend note de cette demande.

(La séance est suspendue de 13h à 14h)

9) Auditions par les membres du conseil d'administration des candidats à la direction de l'UTT.

10) Sélection par les membres du conseil d'administration du candidat à la direction de l'UTT

Les questions 9 et 10 ont été traitées uniquement en présence des membres du conseil d'administration.

La séance est levée à 18h

Le prochain conseil d'administration aura lieu le 20 juin 2019.